

MARCHE n°MP2025-2

cadre réservé à l'administration

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MAITRE D'OUVRAGE, POUVOIR ADJUDICATEUR

COMMUNE DE PROVIN

42, rue Nationale

59185 PROVIN

Personne Responsable du Marché : Monsieur le Maire, Monsieur Kwami AGBEGNA

MAITRE D'OEUVRE D'EXECUTION

rnd studio ARCHITECTURE

45, rue de Carnin

59112 ANNOEULLIN

Personne Responsable du Marché : Monsieur Maxime RENARD, Architecte

OBJET DU MARCHE

REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE ECOLE PIERRE BROSSOLETTE EN SALLE POLYVALENTE

42 rue Nationale à PROVIN (59185)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

vendredi 27 juin à 12h00

PROCEDURE ADAPTEE

en application des articles R.2123-1 et R.2123-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

ARTICLE n°1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1-1- ACHETEUR

COMMUNE DE PROVIN

42, rue Nationale

59185 PROVIN

COURRIEL : patrice.hermant@ville-provin.fr

TELEPHONE : 03.20.86.48.04

1-2- OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet les travaux de réaménagement de l'ancienne école Pierre Brossolette en salle polyvalente qui se situe au 42, rue Nationale à PROVIN.

1-3- PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon les modalités d'une procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles R.2123-1, R.21223-4 et R.2123-7 du Code de la Commande Publique.

1-4- DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Le marché est décomposé en 1 lot, suivant la nomenclature ci-dessous. La soumission de l'entreprise portera sur la totalité d'un lot. Toute soumission partielle sera déclarée non recevable.

- | | |
|------------|-------------------------------------|
| - LOT n°01 | GROS-ŒUVRE – CHARPENTE |
| - LOT n°02 | MENUISERIES EXTERIEURS |
| - LOT n°03 | AMENAGEMENTS INTERIEURS |
| - LOT n°04 | CARRELAGES – FAIENCES |
| - LOT n°05 | PEINTURES – NETTOYAGE |
| - LOT n°06 | RAVALEMENTS DE FACADES |
| - LOT n°07 | ELECTRICITE |
| - LOT n°08 | PLOMBERIE - VENTILATION – CHAUFFAGE |
| - LOT n°09 | VRD – ESPACES VERTS |

1-5- CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, si besoin afin de répondre aux qualifications demandées. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, ainsi que les assurances adaptées.

Nous rappelons que l'entreprise titulaire qui souhaite sous-traiter doit être assurée pour la partie sous-traitée. La sous-traitance totale est interdite.

La forme du groupement imposé par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements.

1-6- VISITE SUR SITE

La visite du site est possible le **mardi 10 juin 2025 de 9h00 à 10h30 ou le mardi 17 juin 2025 de 9h00 à 10h30**

Merci de faire signer l'attestation de visite et de la joindre à votre offre.

1-7- NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

CLASSIFICATION CPV		
45110000	LOT n°01	GROS-ŒUVRE – CHARPENTE
454210004	LOT n°02	MENUISERIES EXTERIEURS
45215000	LOT n°03	AMENAGEMENTS INTERIEURS
45431100	LOT n°04	CARRELAGES – FAIENCES
45442120	LOT n°05	PEINTURES – REVETEMENTS MURAUX - NETTOYAGE
45443000	LOT n°06	RAVALEMENTS DE FACADES
45310000	LOT n°07	ELECTRICITE
45331000	LOT n°08	PLOMBERIE - VENTILATION – CHAUFFAGE
45112711	LOT n°09	VRD – ESPACES VERTS

1-8- TRANCHES FERMES ET OPTIONNELLES

La réalisation des travaux du présent programme de construction comporte une seule tranche ferme de travaux.

ARTICLE n°2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1- DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés. **Sa durée est de 5 mois** compris préparation, congés payés et intempéries, réception et levée des réserves à compter de la date d'émission de l'ordre de service de préparation de chantier. Le calendrier d'exécution sera planifié par le maître d'œuvre, et sera exécutoire à compter de la date d'émission de l'ordre de service d'exécution des travaux.

2-2- VARIANTES ET OPTIONS

SANS OBJET

2-3- PSE SUPPLEMENTAIRES - PSE FACULTATIVES

LOT	N° PSE	N°ARTICLES	DESCRIPTION
01	PSE n°01	1.3.3.4	dallage sur terre-plein extérieur (terrasse)
02	PSE n°02	2.2.2	travaux de dépose des menuiseries sans souci de conservation
02	PSE n°03	2.2.5.4	ensemble menuisé type 4a _ 162x222cm
02	PSE n°04	2.2.5.5	ensemble menuisé type 4b _ 162x222cm
04	PSE n°05	8.2.3.3	revêtements grès cérame extérieur _ 60x60cm
07	PSE n°06	7.4.8	détection anti-intrusion
07	PSE n°07	7.4.9	précablage pour la sonorisation
07	PSE n°08	7.4.10	Installation d'un vidéo projecteur
09	PSE n°09	9.2.6	terrasse extérieur type dalles sur plots

2-4- VALIDITES DES OFFRES

Le délai minimum de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2-5- MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : fonds propres, emprunts et subventions

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2-6- CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution

2-7- MODIFICATION DE DETAIL

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation.

En fonction de la nature de ces modifications, la date limite de remise des offres pourra être repoussée. Il informera tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation, dans le respect du principe d'égalité.

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE n°3 - INTERVENANTS

3-1- MAITRE D'ŒUVRE D'EXECUTION

rnd studio ARCHITECTURE

45, rue de Carnin

59112 ANNOEULLIN

COURRIEL : m.renard@rndstudio-archi.fr

TELEPHONE : 06.45.30.34.52

3-2- DECORATION D'INTERIEUR

MAISON MARINE

12, rue Albert Samain

59116 HOUPLINES

COURRIEL : maisonmarine.contact@gmail.com

TELEPHONE : 06.65.95.49.08

3-3- CONTROLE TECHNIQUE

SOCOTEC

1, rue Louis Duvant

59300 VALENCIENNES

COURRIEL : gael.dutertre@socotec.com

TELEPHONE : 03.27.28.20.70

3-4- BUREAU D'ETUDE STRUCTURE

BET GELEZ B.

49, rue du Joncquois

59242 TEMPLEUVE-EN-PEVELE

COURRIEL : betgelez_mg@orange.fr

TELEPHONE : 06.30.60.28.69

3-5- COORDONATEUR SPS

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

299, rue du Général de Gaulle
59700 MARCQ-EN-BAROEUL
COURRIEL : richard.rodriquez@bureauveritas.com
TELEPHONE : 06.76.72.64.04

3-6- DIAGNOSTIQUEUR AMIANTE

DIAGCONSULT HAUTS-DE-FRANCE

100, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny
59330 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
TELEPHONE : 09.72.30.21.34

ARTICLE n°4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

4-1- CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

4-1-1- PIECES ECRITES

- Le Règlement de Consultation (RC) (commun à tous les lots),
- Un CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières) (commun à tous les lots),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (commun à tous les lots),
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (un par lot),
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT) (commun à tous les lots),
- Le Plan Général de Coordination (PGC) (commun à tous les lots),
- Le dossier d'aménagement intérieur (commun à tous les lots),
- Le diagnostic structure (commun à tous les lots),
- Le rapport et le plan de détection des réseaux (commun à tous les lots),
- Le Planning Prévisionnel (commun à tous les lots),
- Le Courrier de Permis de Construire Accordé ainsi que le Permis de Construire (commun à tous les lots),
- L'attestation de visite,
- Les DC1 et DC2,
- Un Acte d'engagement (AE) (1 par lot),

4-1-2- PIECES GRAPHIQUES

- 00 – plan de situation
- 01a – plan de masse – état existant – 1/1200^e
- 01b – plan des toitures – état existant – 1/200^e
- 01c – plan de masse – état projeté – 1/1200^e
- 01d – plan des toitures – état projeté – 1/200^e
- 02a – plan des façades – état existant – 1/100^e
- 02b – plan des façades – état projeté – 1/100^e
- 03a – coupe de profil – état existant et projeté – 1/150^e
- 04a – plan des niveaux (rdc) – état existant – 1/50^e
- 04b – plan des niveaux (r-1 / r+1) – état existant – 1/50^e

- 04c – plan des niveaux (rdc) – état projeté – 1/50^e
- 04d – plan des niveaux (r-1 / r+1) – état projeté – 1/50^e
- 05 – plan technique (électricité/cvc) – état projeté – 1/50^e
- 06a – plan de gros-œuvre – état projeté – 1/50^e
- 06b – plan de finitions – état projeté – 1/50^e
- 07 – nomenclatures des menuiseries extérieures – état projeté – 1/50^e
- 08a – reportage photographique – vues extérieures
- 08b – reportage photographique – vues intérieures (1)
- 08c – reportage photographique – vues intérieures (2)
- 09a – plan des démolitions (rdc) – état existant – 1/100^e
- 09b – plan des démolitions (façades) – état existant – 1/100^e

4-2- DOSSIER DE CONSULTATION DEMATERIALISE

Les soumissionnaires ont la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires, gratuitement, sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr/entreprise>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats : - Fichiers compressés au standard .zip

Les fichiers constitutifs du dossier de consultation des entreprises seront disponibles dans l'un des formats suivants : PDF, DOC(X), RTF ou XLS. Le candidat s'assurera de pouvoir lire ces fichiers en installant les outils (gratuits) nécessaires.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

ARTICLE n°5 - PRESENTATION DES OFFRES

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. L'unité monétaire est l'euro (€) et les données numériques seront exprimées selon les unités du système métrique international.

5-1- DOSSIER ADMINISTRATIF

NOTA : Vous devez remettre un fichier par document.

- DC1 (pièce jointe au DCE),
- Justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (pouvoir, statuts, extrait KBIS, ...)
- DC2 (pièce jointe au DCE),

- L'attestation sur l'honneur
- Certificats de qualifications professionnelles
- La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen et peut s'appuyer sur des documents justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (sous-traitance) – fournir le DC4 (pièce jointe au DCE),
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (DC2),
- Le candidat fournira les CV du personnel d'encadrement et technique,
- Une liste de références d'équipements équivalents sur les 5 dernières années, déterminées au regard des Références et compétences comparables au projet similaire.

Conformément à l'article 3 de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. (Projet datés et chiffrés avec coordonnées des maîtres d'ouvrages)

Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet

- Attestations d'assurances en cours de validité pour les risques professionnels liés à l'exécution de la prestation – responsabilité civile et décennale

Les candidats pourront utiliser le DUME à rédiger en langue française. Les formulaires DC sont téléchargeables sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Capacités des autres opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature :

- Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, l'opérateur économique devra joindre les mêmes documents que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur, hormis le DC1 pour le cotraitant et les pièces fiscales et sociales pour le sous-traitant.

REMISE DES ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES ET DE DECLARATION DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE RETENU

Le marché ne peut être attribué à l'opérateur économique retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation ainsi que la déclaration de lutte contre le travail dissimulé (DC6), dans un délai de 8 jour ouvrable, à compter de la réception de la demande de l'établissement formulée par courrier, télécopie ou e-mail. Sans réponse de sa part dans le délai imparti, son offre ne sera pas retenue.

S'il le souhaite, le candidat est invité à joindre ces pièces aux documents obligatoires au stade de la candidature.

L'opérateur économique, titulaire du marché, s'engage pendant la durée de celui-ci à fournir l'attestation sur l'honneur d'emploi régulier des salariés

5-2- CONTENU DU DOSSIER D'OFFRE

NOTA : Vous devez remettre un fichier par document.

- L'Acte d'Engagement (AE),
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) en format pdf et xls,
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat,
- Un planning prévisionnel des travaux,
- L'attestation de visite (non obligatoire)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE n°6 - ANALYSE DES OFFRES ET NEGOCIATIONS

6-1- ANALYSE DES OFFRES

Le maître de l'ouvrage choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants :

CRITERES	PONDERATION
PRIX	50 %
VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE	40 %
PLANIFICATION ET DELAIS	10 %

Le jugement sera effectué sur l'offre économiquement la plus avantageuse aux critères suivants, hiérarchisés par ordre décroissant :

A- Le prix des prestations basé sur 50 points :

- Il sera calculé pour chaque candidat en fonction du total du montant HT des tarifs inscrits au BPU. La formule utilisée sera la suivante : $\text{Note} = 50 \times (\text{prix le moins cher HT} / \text{prix analysé HT})$
- Le candidat fournira un devis détaillé à part, si le candidat fait appel à une sous-traitance il le précisera dans le devis.

B- La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments techniques et des solutions proposées par le candidat basé sur 40 points :

Le candidat rédigera son mémoire technique en respectant la forme suivante (tout autre document et information que le candidat jugera pertinente fera l'objet d'annexe et sera spécifié dans le sommaire du mémoire technique) :

- a. Présentation succincte de l'entreprise (5 points)
- b. Présentation du personnel dédié spécifiquement au présent marché ainsi que leurs capacités (10 points)
- c. Normes de sécurité mises en application sur le chantier. (5 points)
- d. Gestion environnementale du chantier. (5 points)
- e. Références sur des chantiers similaires. (10 points)
- f. Le respect du cadre du DPGF. (5 points)

C- Planification et délais (10 points)

- Le candidat proposera un planning type qui permettra à la commission d'appel d'offres d'apprécier le plus justement les différentes étapes du chantier (5 points)
- Le candidat mettra également en avant ses différents délais d'intervention et devra garantir un respect du délai imposé à l'article 8 (VIII) (5 points)

6-2- Offres anormalement basses :

Conformément aux articles L.2152-5, L2152 et R.2152-3 à 5 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse au pouvoir adjudicateur, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts des marchés subséquents.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, le pouvoir adjudicateur pourra le rejeter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve formellement le droit de ne pas donner suite aux offres incomplètes et à la consultation de manière générale.

6-3- NEGOCIATIONS

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec au maximum les 3 premiers candidats de chaque lot selon les critères du présent règlement de consultation énoncés ci-avant.

ARTICLE n°7 - CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES

La réponse à la consultation se fait exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr/entreprise>

Date limite de réponse : le vendredi 27 juin 2025 à 12h00

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes seule la dernière offre reçue sera analysée dans les conditions du présent règlement.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur <https://marchespublics596280.fr/entreprise>

Les candidats seront invités à s'authentifier sur le site et notamment à indiquer une adresse électronique (mail) permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi de l'information mais aussi pour d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support matériel doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres, à l'adresse suivante :

COMMUNE DE PROVIN

42, rue Nationale

59185 PROVIN

Cette copie de sauvegarde sur support matériel (clef USB, CD, papier) doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes : le nom de la procédure et « copie de sauvegarde ».

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde peut être ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par la collectivité dans les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par la collectivité.
- Lorsque la candidature est reçue de façon incomplète, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures.
- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.
- Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 de l'arrêté suscité, elle est détruite.

La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue, l'attributaire provisoire du marché, est tenu de la signer.

Néanmoins, le candidat peut choisir de signer électroniquement (certificat électronique) son offre (acte d'engagement) dès le dépôt de sa candidature par voie dématérialisée.

Dans ce cas, l'acte d'engagement devra être daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaire du marché.

ARTICLE n°8 - CRITERES D'ATTRIBUTION

La Commission d'Appel d'Offres examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement. Les offres seront classées par ordre décroissant.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur vérifiera que chaque candidat respecte bien les dispositions du Code de la commande publique et notamment sur la production des pièces demandées dans le présent Règlement de Consultation et formulaires DC. Dans le cas où une ou plusieurs pièces demandée(s) serai(en)t absente(s) du dossier, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de compléter le dossier de candidature sous quarante-huit (48) heures.

ARTICLE n°9 - REJET DES OFFRES

Sont rejetées les offres :

1. Parvenues hors délai,
2. Envoyées par un autre moyen que le dépôt sur la plateforme **MARCHESPUBLICS596280**
3. Irrégulières quant aux pièces constitutives de l'offre
4. Inacceptables
5. Inappropriées

ARTICLE n°10 - MODE DE REGLEMENT

Le règlement sera effectué par mandat administratif sous 30 jours à la présentation de la facture.

ARTICLE n°11 - NATURE ET FORME DES PRIX

Les prix sont unitaires.

ARTICLE n°12 - CONDITIONS DE RESILIATION

La personne publique pourra procéder à la résiliation du marché :

- En cas de cessation d'activité de l'entreprise, de liquidation judiciaire, si l'entreprise n'est pas autorisée par le Tribunal à poursuivre son activité,
- En cas de non-respect des délais d'exécution ou 1^{er} rappel, par lettre recommandée notifiée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE n°13 - MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM

SANS OBJET

ARTICLE n°14 - ARTICLE XVI – EXECUTION DE LA PRESTATION

LE CANDIDAT RETENU S'ENGAGE A DEMARRER LA PRESTATION DES LORS QU'IL AURA ETE NOTIFIE PAR LE COORDONNATEUR PAR UN ORDRE DE SERVICE ET A TERMINER LES TRAVAUX DANS LES DELAIS NOTIFIES A L'ARTICLE n°02

ARTICLE n°15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

15-1- INFORMATIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

En application de l'article R2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux candidats 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant que les candidats en aient fait la demande au plus tard 8 jours avant cette date limite.

Les demandes de renseignements administratifs et techniques seront à déposer sur la plateforme de dématérialisation : <https://marchespublics596280.fr/entreprise>

15-2- REGLEMENTS DES DIFFERENDS

En cas de litige, le tribunal administratif compétent est le Tribunal administratif de Lille Nom officiel :

GREFFE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

CS 62039

59000 LILLE Cedex

Téléphone : 03.59.54.23.42

Adresse mail : greffe.ta-lille@juradm.fr

